

« Pour un fonctionnement plus efficace »

- ▶ **Thierry Bodson, patron de la FGTB wallonne, propose une révolution institutionnelle : supprimer la Communauté française.**
- ▶ **Avec le maintien d'une structure birégionale souple, non politique, pour les liens entre Wallons et Bruxellois.**

ENTRETIEN

La FGTB wallonne planche de longue date sur l'évolution du paysage institutionnel. « En fait, depuis 1956 et le congrès des réformes de structure d'André Renard », rappelle Thierry Bodson. Aujourd'hui, le secrétaire général de l'interrégionale wallonne franchit une nouvelle étape et propose, ni plus ni moins, de supprimer la Communauté française. Une révolution institutionnelle mûrement réfléchie et discutée, ces dernières années, en interne.

Pourquoi cette revendication ?

Depuis longtemps, notre demande de régionalisation est véritablement axée sur un fonctionnement plus efficace, plus cohérent, de la matière socio-économique. Je suis un régionaliste pragmatique, pas un régionaliste romantique. C'est vraiment pour faire mieux fonctionner le socio-économique que nous proposons de régionaliser les matières de la Communauté.

Les contre-arguments ne manquent pas...

Les défenseurs de la Communauté française vont nous reprocher de vouloir casser la solidarité entre Wallons et Bruxellois. Nous, on a fait une analyse rigoureuse des choses. Dans la colonne des plus pour la Communauté, il y a

la solidarité, c'est vrai. Mais dans la colonne des moins, il y a une longue série d'éléments : le manque d'efficacité, de cohérence, de connexion avec les matières régionales, d'anticipation, le coût... Entre la colonne débit et la colonne crédit, c'est assez déséquilibré.

Mais quand même, vous coupez les liens ?

Nous démontrons que, là où il est nécessaire de conserver une solidarité ou des liens, à savoir pour l'enseignement, la culture ou le sport, il y a moyen de le faire sans aucune structure politique, sans gouvernement. Avec une structure souple, birégionale. Dès lors, avançons ! Justifier l'existence de la Communauté française par la solidarité et les liens à conserver, ça n'a pas de sens. Il y a moyen de faire les choses aussi bien, et même plus efficacement, autrement.

Vous supprimez la Communauté française, son gouvernement, son Parlement ?

C'est évident. Oui bien sûr, c'est très clair.

Cela nécessite une réforme de l'Etat ?

On est dans l'intra-francophone...

Mais si vous voulez transférer officiellement les matières, il le faudra, puisque la Constitution énumère les compétences des Communautés ?

Exact. De toute façon, sur le transfert des compétences communautaires vers les Régions je suis très clair : il faut vraiment passer de la réflexion à comment est-ce qu'on fait. Il faut transférer les matières sans ambiguïté aux Régions.

Dès 2019 ?

Il faut un calendrier faisable. Il faut voir le temps que prend chaque transfert. Mais il ne faut

pas attendre 2040 ! C'est peut-être 2019, peut-être 2022.

Ce n'est pas faire le jeu de la N-VA que de plaider pour une réforme institutionnelle ?

Non ! Si on doit continuer à vivre avec ce manque d'efficacité sous prétexte que ça va faire le jeu de la N-VA, ça ne va pas. Du reste, la N-VA va revenir avec des revendications institutionnelles en 2019. Si on n'agit pas, on va se retrouver dans l'éternelle situation de n'être demandeurs de rien. Arrêtons de faire l'autruche !

Au PS, on a mis le régionalisme en sourdine. Vous voulez les titiller ?

Je ne sais pas quel est le rapport de forces à l'intérieur du parti. Je suis allé devant quatre ou cinq USC (NDLR : les sections locales du PS). Je me rends compte que, sur le terrain, il y a pas mal de personnes qui revendiquent qu'à l'intérieur du PS, il y ait une discussion plus large, plus ouverte sur la régionalisation.

Donc, votre sortie, c'est pour encourager Elio Di Rupo à le faire ?

Si la question est : est-ce que la FGTB wallonne souhaite qu'à l'intérieur du PS, il y ait des discussions plus concrètes et plus abouties sur les transferts aux Régions, ça oui, c'est évident ! Cela ne sert à rien de ne pas aborder un problème.

Et la FGTB Bruxelles, elle en pense quoi ?

Il faut leur demander. Je n'ai pas eu l'occasion, ces derniers mois, de passer deux heures avec Philippe Van Muylder (NDLR : son homologue bruxellois) et de lui demander comment il se positionne par rapport à l'évolution institutionnelle. Je ne sais pas s'ils ont déjà travaillé là-dessus. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

Compétences de la Région wallonne		Compétences de la Communauté française
● Economie	● Energie	● Enseignement
● Emploi	● Aménagement du territoire	● Petite enfance
● Formation	● Urbanisme	● Jeunesse
● Recherche appliquée	● Logement	● Culture
● Action sociale	● Patrimoine	● Médias
● Allocations familiales (à Bruxelles : COCOM)	● Tourisme	● Formation
● Soins de santé (à Bruxelles : COCOM)	● Agriculture	● Recherche fondamentale
● Mobilité	● Infrastructures sportives	● Aide à la jeunesse
● Sécurité routière	● Bien-être animal	● Maisons de Justice
● Environnement		● Sport
		● Promotion de Bruxelles

projet Toutes les compétences communautaires sont transférées

Voici le projet de transfert de compétences tel que défendu par la FGTB wallonne.

Enseignement

Pour Thierry Bodson, pas de demi-mesure : il propose de régionaliser toute la compétence, « en tout cas jusqu'au supérieur non universitaire inclus ». Avec le maintien d'une coupole birégionale, « qui n'est pas une structure politique », insiste-t-il. Pas de ministre(s), donc. Il pourrait s'agir, en pratique, d'une administration - voire d'une ASBL (sur le modèle de celle qui a été créée pour garder un lien, en matière de tourisme, entre la Wallonie et Bruxelles).

Les instances syndicales ont du reste déjà défini le cahier de charges de cette coupole.

Elle serait compétente pour cinq éléments : les questions statutaires et/ou de nature à maintenir l'égalité de traitement ; les questions barémiques ; le subventionnement vers les Régions ; les normes (tronc commun, diplomation) ; les profils des métiers et des formations. « Il faut préserver la mobilité des profs et des futurs diplômés. Il faut éviter qu'un Bruxellois doive faire les mêmes démarches qu'un Espagnol pour la reconnaissance de son diplôme en Wallonie. »

La FGTB wallonne étaye sa position d'une série d'arguments. D'abord, la cohérence avec les compétences régionales. « Depuis la 6^e réforme de l'Etat, les Régions gèrent

tout le paquet Economie, Formation, Aménagement du territoire, Mobilité et une bonne partie des matières d'emploi. Est-ce que vous connaissez une région dans le monde où le niveau de pouvoir qui organise l'enseignement est différent du niveau de pouvoir qui s'occupe de la formation, de l'économie et de l'aménagement du territoire ? Je pose souvent la question et jamais personne ne m'a trouvé un exemple ! »

Ensuite, Thierry Bodson invoque l'efficacité, la nécessité de connecter l'enseignement aux matières régionales, ce qui sera de plus en plus difficile « parce que la régionalisation d'un nombre croissant de matières va générer des orientations de plus en plus différentes entre Bruxelles et la Wallonie ».

Exemple ? La Wallonie va créer une assurance-autonomie au 1^{er} janvier 2017. Objectif : permettre à toute personne confrontée à une perte d'autonomie de bénéficier de multiples services à domicile pour pouvoir rester plus longtemps chez elle.

Thierry Bodson applaudit l'ini-

tiative mais s'inquiète aussitôt. « Cela veut dire que les métiers d'aide familiale, d'aide ménagère et d'infirmier à domicile vont être modifiés fondamentalement. Quand, comment, où est-ce qu'on va changer le cursus scolaire pour qu'il intervienne le 1^{er} septembre 2016, ce qui est déjà trop tard ? Cela ne se fera pas ! Comme toujours il n'y aura aucun lien et on sera en 2073 que le cursus n'aura toujours pas été modifié. Pire. La Région wallonne, elle, va mettre en place une formation de remise à niveau, qui ne va pas coller avec le cursus scolaire de la Communauté française ! »

Des exemples de ce genre, Thierry Bodson n'en manque pas. Ainsi rappelle-t-il que, parmi les nouveautés du plan Marshall 4.0 figurent l'économie circulaire et le numérique, qui vont fondamentalement modifier l'orientation de certains métiers. « Quand est-ce qu'on le dit à l'enseignement qualifiant ou supérieur ? »

Dernier argument, l'aspect budgétaire. « Les années 2016, 2017 et 2018 vont être très difficiles pour les entités fédérées », prévient Thierry Bodson. « On ne pourra pas continuer à se permettre de constater que souvent, il y a des filières de l'enseignement qualifiant qui ne

répondent pas aux demandes des entreprises et de l'économie. Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? On a des jeunes qui sortent d'un enseignement qui a déjà coûté cher et on les envoie six mois dans un centre de compétences wallon et, avec de l'argent wallon, on les forme pour qu'ils puissent trouver un emploi. On ne va pouvoir continuer à doubler les budgets à l'infini. »

Universités

La FGTB prévoit une exception pour les universités, mais elle n'est que temporaire. Explication : le fi-

nancement du réseau universitaire est également assuré par des budgets en matière de recherche.

La solution préconisée par la FGTB passe donc d'abord par le transfert de la recherche fondamentale vers les Régions.

« Les chercheurs disent du reste que la frontière entre recherche fondamentale, compétence communautaire, et la recherche appliquée, matière régionale, a de moins en moins de sens. »

Une fois que la recherche sera transférée aux Régions, plus rien ne s'opposera à régionaliser les universités. *« Il faut simplement y aller par phases et accepter que, dans ce domaine, la réflexion est un peu plus large que simplement liée à l'enseignement. »*

Culture

Le raisonnement est le même que pour l'enseignement et le sport : la culture doit, selon la FGTB, être régionalisée.

« Et il en va de la culture comme du sport, nous avons le sentiment qu'il faut garder une structure

souple, birégionale, afin de conserver un lien entre les deux Régions. La forme qu'elle doit prendre, il faut encore la définir. Mais elle ne doit pas être politique. »

Pour la FGTB, la culture est un élément indispensable au développement de la Wallonie.

« Ce qui manque au plan Marshall, c'est l'appropriation par les Wallons. Cela ne peut venir que

lorsque la culture est associée au développement économique. »

On touche là à la vision plus romantique que pragmatique, objecte-t-on à Thierry Bodson. Qui conteste.

« On a tous besoin d'avoir une identité. Ce n'est pas du repli sur soi. Savoir qui on est permet de s'ouvrir aux autres. Et puis, on n'invente rien. Au moment du premier Plan Marshall, une étude McKinsey avait regardé comment 15 Régions autour de la Wallonie s'étaient redressées économiquement plus vite que nous. La conclusion ? L'économie était toujours emballé ou supporté par un projet culturel ou socio-culturel. C'était assez impressionnant. Pour faire adhérer à un projet économique, il faut réellement qu'il soit supporté par la culture, qui relève aujourd'hui de la Communauté française. »

Aide à la jeunesse

La sixième réforme de l'Etat a transféré les maisons de Justice à la Communauté.

« Avec l'aide à la jeunesse, cela constitue un package, explique Thierry Bodson. Au sein de la CG-SP, les personnes qui s'occupent de ces secteurs disent qu'il y a vrai-

ment un sens à transférer le tout à la Région. »

Pragmatique, la FGTB wallonne concède toutefois qu'il faudra peut-être patienter quelque peu, le temps que Bruxelles se dote

d'une IPPJ (la réflexion est en cours).

Mais le syndicat a d'ores et déjà réfléchi à l'accueil potentiel de ces nouvelles compétences au sein de l'administration wallonne.

« Il faudra créer une direction générale spécifique. On ne peut pas aller fourrer l'aide à la jeunesse dans une des directions générales existantes. »

Sport

Pour la FGTB wallonne, la situation actuelle est « aberrante ». A savoir : les infrastructures sportives ont déjà été régionalisées.

Par contre, le matériel sportif reste de compétence communautaire, ainsi que les centres Adeps.

Pour Thierry Bodson et ses troupes, il faut les transférer aux Régions.

En revanche, un peu comme pour l'enseignement, la FGTB identifie des éléments qui doivent être gérés par les deux Régions.

De nouveau, via une coupole birégionale la plus légère possible (pas de ministres, pas de structure politique).

Laquelle conserverait la formation des encadrants (moniteurs et entraîneurs), afin de garantir leur mobilité entre Bruxelles et la Wallonie. Idem pour les fédérations : pas question de créer un championnat wallon et un bruxellois, il faut donc garder un financement commun. ■

VÉRONIQUE

RÉACTIONS DES PARTIS



Une sourdine stratégique

De tous les partis francophones, le PS était le plus régionaliste. Il l'est toujours. Mais l'affiche un peu moins. Boulevard de l'Empereur, on veut à tout prix éviter de donner du grain à moudre aux opposants, qui pourraient interpréter tout sur-saut régionaliste comme une alliance objective avec la N-VA pour 2019. Cela n'empêche pas les cartes blanches régionalistes de députés wallons. Ni les propos pro-Région de Rudi Vervoort. Quant à Paul Magnette, il s'est dit récemment ouvert au débat sur l'organisation intra-francophone.

V.L.A.



Une évolution par la force des choses

Le MR aussi a ses députés régionalistes, en la personne de Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke. Mais ils se sont exprimés à titre personnel, précise-t-on dans les rangs réformateurs. Le parti d'Olivier Chastel ne s'est pas positionné officiellement et unanimement en faveur des Régions ou de la Communauté. Les réformateurs sont toutefois disposés à réfléchir à la manière avec laquelle les francophones gèrent leurs compétences. Et, en interne, le clan des régionalistes gagne du terrain, par la force de l'évolution institutionnelle belge.

V.L.A.



Pas touche à la Communauté

Fin du mois de septembre, lorsque le MR avait plaidé pour la régionalisation de compétences communautaires, Joëlle Milquet avait poussé les hauts cris. Dans nos colonnes, Benoît Lutgen avait, lui, appelé à réfléchir à une meilleure défense des francophones, qui passe par davantage de concertation entre Wallons et Bruxellois. « Cela va bien au-delà de la Communauté française », plaidait-il. Rue des Deux-Eglises, personne n'ose dire tout haut qu'il faut régionaliser des compétences de la Communauté. Pourtant, certains le pensent.

V.L.A.



Une attitude pragmatique

Chez les verts, les débats institutionnels ne sont pas à l'avant-plan des préoccupations. En 2014, le parti était allé aux urnes en présentant un programme institutionnel (non prioritaire mais il s'agissait d'expliquer à l'électeur la position du parti, au cas où) qui prévoyait, si nécessaire, le transfert de quelques compétences communautaires vers les Régions. Mais aucune compétence clé, pas question, donc, de plaider pour la régionalisation de l'enseignement.

V.L.A.



Francophonissime

Le retour du FDF aux affaires régionales bruxelloises n'y change rien. Pas plus tard que ce samedi, Olivier Maingain imprimait la ligne communautariste de son parti dans *L'Echo*. Cela donne ceci : « *Tout ce qui divise Wallons et Bruxellois, à terme, donnera une chance supplémentaire à la N-VA d'aller vers le confédéralisme. Les ultrarégionalistes wallons sont des nationalistes qui ne disent pas leur nom. Ce sont de petits replis identitaires qui affaiblissent l'ensemble du monde francophone. Je ne m'alignerai jamais sur cette ligne de conduite.* » Un message clair.

V.L.A.